

Pour un nouveau souffle à la démocratie en France, la fin du Présidentialisme

Politique

Par Pierre-Guy Therond

ingénieur

Publié le 14 avril 2023

Le récent « non débat » parlementaire sur les retraites, entièrement fait de tactiques et contre-tactiques, a relancé le débat sur les institutions de la 5e République. Avec cependant un malaise : tout le monde converge vers plus de pouvoir au Parlement, mais comment donner plus de pouvoir à une assemblée qui s'est montrée aussi puérile ?

La thèse défendue ici est qu'il faut oser s'attaquer au véritable problème : la fonction Présidentielle et ses pouvoirs hégémoniques, qui rythment et polarisent l'ensemble de la

politique française. A ce titre, on reliera avec bénéfice le compte rendu des entretiens de Pierre Mendes-France avec François Lanzenberg^①. Ecrits en 1978, ils sont remarquables d'actualité quant au constat du fonctionnement des institutions. Déjà, « PMF » disait : « dans la mesure où on ne leur [les français] donne pas la parole et où tous les pouvoirs sont concentrés en des lieux un peu lointain, mystérieux, en tous cas inaccessibles Je crois que ceci est susceptible de provoquer des réactions fort peu démocratiques. Soit une grande indifférence : on se détourne de la vie politique. Soit la recherche de moyens extra-institutionnels : le désordre, la manifestation, les interventions sous des formes diverses ... ».

De fait, la constitution de la 5^e République a été fortement imprégnée d'une forte méfiance vis-à-vis de la démocratie, « pire des régimes à l'exception de tous les autres ». Cette maxime célèbre est très discutable. L'observation de la scène internationale nous montre au contraire que la démocratie reste le meilleur des régimes, et que la personnalisation du pouvoir dérive presque toujours vers la ruine des peuples et la sénilité du pouvoir. La démocratie a démontré son efficacité, y compris dans des situations dramatiques. L'analyse de la gestion de la pandémie COVID 19 est finalement révélatrice. En ces débuts, les dictateurs du Monde n'ont pas manqué de pointer narquoisement du doigt ces démocraties empêtrées dans la cacophonie et l'indiscipline. Avec le recul, il s'avère simplement que le Peuple a pu, sans doute pour la première fois, être témoin en direct des controverses notamment scientifiques sur le développement de la Pandémie et les meilleurs moyens de s'en prémunir. Informé en permanence, le Peuple a donné son avis, parfois de façon véhémence, parfois de façon brouillonne, parfois même de façon irrationnelle. Il en est malgré tout résulté des décisions de qualité meilleure, avec finalement une épidémie contenue en intensité et un confinement contenu dans la durée. A côté de cela, les dictatures plus ou moins éclairées, soit se sont réfugiées dans le déni, avec des conséquences humaines dramatiques, soit en ont profité pour

accroître leur emprise, mettant leur Peuple en Prison à domicile ou ailleurs pour plusieurs années. On a donc re-démontré qu'en dehors de l'urgence absolue, seule la controverse permet d'arriver à des décisions équilibrées : c'est cela la démocratie, qui ne consiste pas uniquement à accorder le vote, mais à permettre la prise en compte du collectif dans la décision publique.

Cette « démocratie a minima » offerte par la constitution française produit un scénario désormais bien connu : pour être élu, un Président se pose en « sauveur », également en « grand réformateur », parfois même comme « le Président de la dernière chance ». Il prend une posture de « Présidentiable », capable de résoudre à lui seul tous les problèmes de français, souvent « contre » les corps intermédiaires, à l'image de tous les dictateurs dans le monde, dont la rhétorique de « relation directe avec le peuple » est récurrente. Par construction, Le Président élu déçoit beaucoup et son concurrent/successeur n'a qu'à profiter de l'aubaine. Depuis de nombreuses années, les Présidents ont été élus beaucoup plus « contre » que « pour ». Chacun déçoit pour des raisons diverses : Jacques Chirac, conscient de la « fracture sociale », a été jugé trop timoré dans la réforme. Il est devenu « le Président fainéant ». Nicolas Sarkozy, hyper actif en réaction a fini par exaspérer les Français. François Hollande, « Président normal », encore en réaction, a fini par se faire rattraper par l'exigence « Jupitérienne » de la constitution et ne s'est même pas représenté. Pour finir, citons l'opinion cruelle de Barack Obama sur Nicolas Sarkozy, publiée dans son livre autobiographique, *Une Terre Promise*². Clairement, le Président français y est décrit comme peu sérieux, hâbleur et peu fiable, au détriment d'Angela Merkel, considérée par le Président Américain comme l'interlocutrice européenne « sérieuse ». On peut croire que ce jugement est lié à la personne de Nicolas Sarkozy : il n'est pas certain que le prochain tome des mémoires de Barak Obama soit beaucoup plus flatteur tant ce type de critique vis-à-vis des pouvoirs Présidentiels français est récurrente à l'étranger.

Le cas du Président Emmanuel Macron mérite une analyse spécifique, pas uniquement parce qu'il est le Président actuel, mais parce qu'il représente sans doute après le Général De Gaulle le Président le plus parfaitement « dans le rôle ». En premier lieu, il en est totalement imprégné. Il a par ailleurs des qualités indéniables : intelligent, bourreau de travail, capable d'empathie, charismatique, enfin irréprochable sur le plan personnel. Il n'y aura pas de meilleur Président « 5^e République » avant longtemps. L'épopée de son élection de 2017 a fait souffler un vent de renouveau, qui s'est tout de suite manifesté dans des taux de participation élevés. Las, ce Président si conforme à notre constitution a vite généré les dysfonctionnements causés par notre constitution. Il y a d'abord cette assemblée nationale, recrutée sur concours, issue de la seule volonté du Président, qui n'a jamais été aussi peu représentative du Peuple français. La crise des « gilets jaunes » en a été une conséquence presque logique, face à un pouvoir sûr de sa supériorité, écoutant peu, méprisant les corps intermédiaires : en fait, incompetent sur son métier, la politique, malgré des niveaux d'étude « stratosphériques ». N'ayant que des « subordonnés » par sa faute, le Président s'est retrouvé totalement exposé face à plusieurs centaines de milliers de français très remontés, et plusieurs millions qui les soutenaient. Les expressions souvent violentes s'adressaient directement à lui, dans un « dialogue » surréaliste. Il est particulièrement regrettable que cette violence se soit exprimée à l'occasion d'une Loi visant la limitation de l'usage des énergies fossiles, en théorie consensuelle, Loi dont on n'avait sciemment pas voulu ou pas pu considérer l'impact sur toute une catégorie de « la France d'en bas ». L'inexistence des Députés et leur manque de crédibilité comme relai de Pouvoir s'est pleinement manifesté. Grâce à son talent, le Président a réussi à « colmater la brèche » ... jusqu'à la prochaine fois. Pierre Mendes France ne pensait-t-il pas profondément que « ce Pouvoir né par la rue périrait par la rue » ? En dehors de la période COVID, finalement très honorablement gérée, c'est une suite presque ininterrompue de conflits durs.

Comme ses prédécesseur, Emmanuel Macron a vite été confronté à la vanité de « la grandeur de la France », autre grand marqueur revendiqué par notre régime Présidentiel. Ce qu'il faut bien appeler une exaspération africaine vis-à-vis de la France est le prix payé pour des dizaines d'années de « domaine diplomatique réservé » opaque, qui nous explose aujourd'hui à la figure. L'invitation de Donald Trump au défilé du 14 Juillet 2017 était habile, la contrepartie recherchée claire et légitime, maintenir l'adhésion des Etats-Unis aux accords de Paris sur le climat. Elle a échoué, tout comme ont échoué plus tard les « négociations » avec Vladimir Poutine.

Emmanuel Macron a réussi à se faire réélire, alors que le divorce avec le Pays était patent. On ne peut qu'admirer l'habileté tactique déployée, montrant une maîtrise parfaite des travers de la 5^e République : éviter la confrontation directe avec les autres candidats, favoriser l'accès de l'extrême droite au deuxième tour pour forcer les français à un choix de « moindre mal ». Cette tactique est lourde de menaces pour l'avenir, car une fois de plus, elle « tire un chèque » sur la patience des français en leur donnant un « non choix ». Beaucoup ont d'ailleurs manifesté leur mécontentement en refusant de voter. Un jour, fatalement, les français laisseront une minorité voter pour un candidat du chaos. L'avènement d'un(e) Président(e) d'extrême droite sera l'aboutissement absurde des institutions, dans une fuite en avant vers la recherche du (de la) candidat(e) providentiel(le). La réélection d'Emmanuel Macron acquise, la condescendance de son camp a été sidérante : bien sûr, les français allaient « lui donner » une majorité à l'assemblée nationale. En conséquence, le camp Macron n'a pas jugé bon de passer un accord avec d'autres forces politiques avant l'élection. On connaît la suite ...

La personnification extrême du pouvoir propre à la 5^e République a eu le temps de grandement influencer le mode de travail, le « casting » et l'agenda de la classe politique. La référence du mode de gouvernance est fortement hiérarchique.

Cette référence se trouve en décalage avec l'évolution naturelle de nos sociétés complexes : la quasi généralisation de l'organisation matricielle dans les entreprises en est une manifestation. Le Pouvoir se trouve obligé de composer, mais sa structure ne l'y aide guère : périodiquement, il est tenté de « caporaliser » la fonction publique et les élus et s'offusque de ne guère y parvenir. Au parcours politique « de terrain » – Maire, mandat régional, député, ministre – s'est substitué un parcours de cabinet, dont l'aboutissement est le portefeuille de ministre, ce dernier relevant dans la logique des institutions de « l'écurie Présidentielle ». L'agenda politique est rythmé par l'élection présidentielle, aucune « autre » élection n'échappant au sondage grandeur nature sur la popularité du Président de la République. Il est par ailleurs frappant de constater à quel point l'hyper personnalisation du pouvoir amène comme dans un miroir l'hyper personnalisation de l'opposition. Emmanuel Macron a sorti Jean-Luc Mélenchon de la marginalité. Ce dernier a parfaitement intégré la « mère des batailles politiques », l'élection présidentielle : l'élection législative est devenue dans son discours un troisième tour de l'élection présidentielle, le « non débat » sur les retraites une tactique visant une dissolution de l'assemblée nationale et un 4^e Tour ! Dans ce jeu, le Pouvoir et son opposition s'éloignent toujours plus du Peuple.

Dans les arguments courant en faveur de la personnalisation du Pouvoir, il y a la « grandeur retrouvée », grâce à l'exercice de la volonté d'un Président élu. Cet argument n'a pas tenu dans la durée. Il est même source de très nombreuses désillusions. Les Présidents qui se sont succédés ont souvent trouvé l'impasse après une très courte « heure de gloire » à grands coups de menton. Le Général De Gaulle et son « Vive le Québec libre » n'a finalement réussi qu'à braquer une large part de l'opinion canadienne ; la France n'y a rien gagné, alors qu'elle avait un boulevard pour une relation privilégiée. Nicolas Sarkozy est intervenu militairement « en solo » et de façon brouillonne en Lybie : la Lybie n'en est toujours par sortie et la France est

« out ». Emmanuel Macron a cru pouvoir jouer un « grand rôle » d'interlocuteur de Vladimir Poutine, de nouveau « en solo » : il s'y est brûlé les doigts, provoquant l'incompréhension de nos alliés. On peut malgré tout retenir deux « grandes choses à dimension mondiale » réalisées par la France ces dernières années : la résistance à la folie des grandeurs américaine lors de son intervention en Irak, les accords de Paris sur le climat. Ces deux manifestations indéniables de la grandeur de la France ne doivent rien à un « coup de tête » ni au verbe des Présidents concernés, Jacques Chirac et François Hollande. Ils résultent d'un travail de fond, professionnel, un travail d'équipe, inspiré par ses dirigeants et inspirant pour ses parties prenantes à un sens très large.

Alors que faire ? Il faut réduire la fonction présidentielle à un rôle d'arbitre au-dessus de la mêlée, comme c'est du reste le cas dans toutes les démocraties européennes. Il faut faire confiance à la démocratie et à la controverse pour parvenir aux bons compromis. Osons le dire : il faut revenir à un régime parlementaire, où le Pouvoir exécutif est réellement soumis au contrôle du parlement, seule garantie réelle contre l'autisme de ceux qui nous gouvernent.

Comment le faire ? Pour parvenir à un changement de constitution sans révolution, car c'est de cela qu'il s'agit, il faudrait qu'un candidat à la Présidentielle ait pour programme principal un changement de constitution. La voie référendaire, celle par laquelle l'élection du Président de la République au suffrage universel a été acquise, semble la plus naturelle. La fin de l'élection du Président de la République au suffrage universel et la diminution drastique des Pouvoirs du Président de la République seraient l'élément essentiel de cette nouvelle constitution, condition nécessaire pour réellement rendre du Pouvoir au Parlement. Le « candidat Président » devrait donc s'engager à « saborder » sa propre fonction, après une Période intérimaire où il aurait une pratique politique d'effacement vis-à-vis du gouvernement responsable devant l'assemblée

nationale. L'affichage clair de la feuille de route politique permettrait, si ce Président « minimaliste » est élu, de mettre les députés candidats et leurs partis politiques devant leurs responsabilités historiques : il ne s'agira plus de « jouer », il s'agira de gouverner la France, comme d'ailleurs les partis politiques ont parfaitement su le faire lors des périodes de cohabitation. Seule une réforme de cette ampleur permettrait de redonner de la vitalité à notre démocratie. On va bien sûr immédiatement pointer le risque de l'instabilité gouvernementale et du « chaos », symbolisé par la 4^e République. Il y a bien des façons de l'éviter, par exemple en maintenant le scrutin législatif actuel à deux tours par circonscriptions. C'est un bon compromis entre stabilité et représentativité. On va également pointer l'attachement des français à l'élection Présidentielle : une idée « à contre-courant » ne peut être adoptée immédiatement, il appartiendra aux partis politiques soutenant cette réforme constitutionnelle de montrer à quel point cette élection produit de l'illusion de démocratie. Notons d'ailleurs que l'érosion des taux de participation à l'élection Présidentielle montre que le charme s'érode lui aussi.

« Je veux donner aux français des rêves qui les élèvent plutôt que des vérités qui les abaissent » disait le Général De Gaulle. Après 60 ans, force est de constater que le rêve s'est évanoui. Est restée une distance de plus en plus grande entre la classe politique et le Peuple, qui s'exprime par des taux d'abstention élevés aux élections et des crises régulières. En fait, la Réforme ne peut plus se faire que par des crises, le Pouvoir se targuant alors de son « courage politique ». Pour y remédier, il faut un vrai retour de corps intermédiaires, à même notamment de modérer les débordements des réseaux sociaux. Ce retour ne peut s'opérer dans le régime Présidentiel actuel, incapable qu'il est d'un véritable dialogue avec la société. Il faut se garder des solutions visant à renforcer encore plus la personnalisation du Pouvoir, dans une rhétorique totalement illusoire de « communion entre un homme et le Peuple » : c'est la matrice

idéologique de l'extrême droite. Il faut au contraire oser la démocratie et en tirer les conséquences.

Notes

- ① Pierre Mendes -France, *Regards sur la 5^e République, 1958-1978*, Entretiens avec François Lanzenberg, Fayard, 1978.
- ② Barack Obama, *Une Terre Promise*, Fayard, 2020.